

## Observations de SFR

### Consultations publiques de l'ARCEP

#### Portant sur l'utilisation de la bande 3,8 - 4,2 GHz pour les réseaux mobiles professionnels

Du 2 juin au 2 juillet 2025

### Table des matières

1	Consultation sur le projet de modalités d'attribution des fréquences.....	1
2	Consultation sur le projet de décision fixant les conditions techniques d'utilisation des fréquences.....	2

## 1 Consultation sur le projet de modalités d'attribution des fréquences

Le projet de décision prévoit une simple garantie de non-brouillage des réseaux des opérateurs mobiles sans notion de temporalité. Or, SFR souhaite rappeler que conformément aux dispositions du code général de la propriété des personnes publiques, l'Etat doit obligatoirement assurer aux titulaires des autorisations que les fréquences 5G mises à leur disposition sont propres à leur destination.

Les titulaires d'occupation domaniale disposent en effet d'un droit à une occupation paisible reconnue par la jurisprudence administrative. Le principe est que l'occupant domanial a droit, non seulement à l'occupation qui a été consentie mais aussi à la protection du propriétaire domanial pendant toute la durée de son occupation. En tout état de cause, les autorisations d'occupation du domaine public seraient privées de toute portée utile si les opérateurs 5G ne pouvaient plus émettre, en raison des phénomènes de brouillage dus à une utilisation de leur bande de fréquences, y compris pour les antennes 5G déployées après un réseau privé professionnel sur la bande 3,8 – 4,2 GHz.

En cas de déploiement d'une nouvelle antenne par SFR à proximité d'un réseau privé existant, SFR estime que la garantie d'absence de brouillage vis-à-vis des fréquences de la bande 3,5 GHz n'est pas remise en cause, quand bien même les antennes du réseau privé auraient été déployées antérieurement aux antennes de SFR.

En outre, le projet de décision laisse la possibilité au titulaire d'une autorisation dans la bande 3,8 – 4,2 GHz d'ouvrir son réseau mobile professionnel au public. En effet, il précise que « *dans le cas où le réseau mobile à très haut débit utilisant les fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz est **ouvert au public**, le titulaire doit pouvoir acheminer les appels d'urgence* ».

Or, l'introduction du projet de décision rappelle expressément que pour répondre aux besoins des entreprises, l'ARCEP réserve la bande 3,8 – 4,2 GHz au déploiement de réseaux mobiles professionnels, donc privés. Il s'agit pour les entreprises d'utiliser des « *applications locales, le plus souvent liées à la nécessité de disposer d'une couverture spécifique, en particulier dans des **zones non accessibles au public*** ». SFR estime qu'une autorisation d'utilisation de fréquences

pour un réseau mobile professionnel accessible uniquement par un nombre restreint d'utilisateurs ne peut donc prévoir des modalités permettant au titulaire d'avoir un réseau ouvert au public.

Si cette modalité permettant l'ouverture du réseau professionnel au public est prévue dans la bande 2,6 GHz, cette bande ne comporte que 40 MHz de spectre attribuable pour les réseaux privés, ce qui représente un volume beaucoup plus faible que ce que prévoit le projet de décision mis en consultation (400 MHz de spectre). A titre de comparaison, les attributions dans la bande 3,5 GHz à destination des opérateurs mobiles ne portaient que sur 310 MHz de spectre.

Ainsi, SFR s'oppose fermement à ce que les fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz qui seront attribuées à des professionnels soient ouvertes au public mais doivent être exclusivement réservées à un usage strictement professionnel et privé.

Il est important de noter qu'il incombe à tout régulateur sectoriel d'établir un cadre de régulation stable et prévisible et permettant l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale entre les exploitants de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques. En outre, l'ARCEP doit permettre l'utilisation et la gestion efficace des fréquences radioélectriques

Au cas présent, en donnant son accord à l'exploitation d'un réseau ouvert au public par des professionnels dans la bande 3,8-4,2 GHz, l'ARCEP paraît méconnaître ainsi son office de régulateur.

## 2 Consultation sur le projet de décision fixant les conditions techniques d'utilisation des fréquences

Dans l'annexe 2, les limites de puissance rayonnée applicables aux stations de base de la bande 3,8 – 4,2 GHz sont identiques aux valeurs de la décision ECC24(01), elles-mêmes héritées du rapport d'étude ECC Report 358 (*In-band and adjacent bands sharing studies to assess the feasibility of the shared use of the 3.8-4.2 GHz frequency band*). SFR n'a donc pas de commentaire sur les valeurs de cette annexe.

Concernant l'Annexe 4 relative à la coexistence avec les réseaux des opérateurs nationaux opérant en-dessous de 3,8 GHz, SFR note que le projet de décision reprend un certain nombre de dispositions des conclusions de l'ECC Report 358 concernant la protection des réseaux des opérateurs lorsqu'une trame différente de la trame de synchronisation est mise en œuvre sur les réseaux privés professionnels :

- Une bande de garde de 100 MHz ;
- Des limites d'émission hors bande en-deçà de 3800 MHz.

Les mesures de protection de l'Annexe 4 étant identiques ou renforcées par rapport aux propositions de l'ECC Report 358, SFR n'a pas de commentaire sur cette annexe.

Cependant, afin de limiter les risques de perturbation des réseaux opérateurs mobiles, en particulier s'agissant des réseaux privés souhaitant mettre en œuvre un format de trame différent de la trame de synchronisation, SFR suggère que les attributions de fréquences soient en priorité effectuées dans la partie 4-4,2 GHz de la bande.